

Le nouveau départ des recherches sur la paix

Joseph Maïla

Volume 23, numéro 4, 1992

Le droit international humanitaire (droit international des conflits armés)

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703090ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703090ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Maïla, J. (1992). Le nouveau départ des recherches sur la paix. *Études internationales*, 23(4), 869–877. <https://doi.org/10.7202/703090ar>

LIVRES

1. Étude bibliographique

Le nouveau départ des recherches sur la paix*

Joseph MAÏLA**

Loin de constituer pour la théorie des conflits et pour les recherches sur la paix un obstacle et un terme, il semble bien que la fin de la guerre froide ait toutes les chances de relancer les études consacrées à l'étude des processus de règlement des conflits. Parent pauvre des théories des relations internationales, à cheval entre l'histoire, le droit et une psychologie des peuples à la scientificité mal définie, la «discipline» ainsi nommée «*peace research*» est parvenue aujourd'hui à maturité. Non seulement son existence sur le plan théorique s'avère fondée grâce au riche matériau des recherches accumulées et des concepts devenus largement opératoires, mais aussi du fait d'une demande sans précédent d'expertise dans le domaine du *conflict resolution*. De fait, l'effondrement de l'Union soviétique a libéré de nombreuses situations dans lesquelles conflits ethniques, luttes désordonnées pour le pouvoir et remise en question des frontières de l'État ou de la «politité» existante amènent à se pencher sur la formation des processus belligères ainsi que sur les modes d'approche de leur règlement. En ce sens l'histoire sera venue au secours des recherches sur la paix en levant l'argument-hypothèque souvent avancé par les tenants de l'école réaliste qui analysaient toute situation dans le monde en la ramenant au contexte du rapport mondial des forces qu'elle était supposée

* NOBEL, Jaap (ed.). *The Coming of Age of Peace Research. Studies in the Development of a Discipline*. Groningen (Netherlands). sryx Publication, 1991, 218 p.

BOULDING, Elise (ed.). *New Agendas for Peace Research: Conflict and Security Reexamined*. Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers, 1992, 207 p.

JOB, Brian L. (ed.). *The Insecurity Dilemma. National Security of Third World States*. Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers Inc., 1992, 267 p.

WEISS, Thomas G. and BLIGHT, James G. (ed.). *The Suffering Grass. Superpowers and Regional Conflict in Southern Africa and the Caribbean*. Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers Inc., 1992, 192 p.

** Professeur à l'Institut Catholique de Paris et à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.
Revue Études internationales, volume XXIII, n° 4, décembre 1992

exprimer et en subordonnant le règlement des conflits locaux à une entente internationale à leur égard.

I - Les paradigmes de la paix et de la guerre

Rassemblant les contributions d'un ensemble de spécialistes de premier ordre de la science de la paix réunis à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la fondation de l'Institut de Polémologie de Groningen, l'ouvrage dirigé par J. Nobel permet une lecture tentante des théories dominantes en la matière. On reconnaîtra ainsi aisément dans l'étude de Herbert Kelman le poids spécifique de l'analyse behavioriste qui envisage la guerre comme un comportement induit par une série de facteurs structurants tels que la perception de la menace chez l'autre ou l'évaluation, souvent fausse, par les protagonistes de leurs intérêts et qui considère la paix comme un processus de connaissance de soi et des autres au terme duquel une dédramatisation du conflit est possible et une modification de la perception des intentions ainsi qu'une ré-évaluation des intérêts en jeu devient probable. Cette appréhension méthodologique n'est pas, on s'en doute, partagée par les autres écoles de pensée notamment l'école réaliste des relations internationales. Dans la lignée de cette école, David Singer, engagé depuis quelques années dans une audacieuse recherche sur la cause des guerres, privilégie une approche plus quantitative basée sur une lecture systématique des conflits à la lumière de divers indicateurs socio-économiques.¹ D'autres paradigmes sont évidemment pensables qui prennent place dans un large spectrum marqué à ses deux extrémités par les théories subjective et objective des conflits et de la paix. L'analyse de George Quester insiste à cet égard sur l'amélioration des relations politiques entre nations en vue d'une réduction des tensions et d'une limite mise à la prolifération des armes nucléaires. Krippendorff voit la paix avancer sur les chemins pavés par la critique de la culture de force et le combat contre le militarisme. Dans ce domaine, comme ne le relèvent pas suffisamment à notre sens les contributions retenues, la recherche a considérablement progressé. À cet égard, des approches telles que celles des «*nuclear free zones*», de la «*non-offensive defence*» ou de la «*defensive defence*» ne sont pas dans l'ouvrage suffisamment évoquées.² À retenir cependant l'analyse de Hylke Tromp qui plaide de manière convaincante pour un changement de paradigme dans l'approche des conflits. Reprenant les thèses de Keohane et Nye sur

1. Ainsi, sous la direction de D. SINGER, *The Correlates of War II: Testing Some Realpolitik Models*, New York, Free Press, 1980; *Explaining War*, Beverly Hills, Sage, 1979. D. SINGER and M. WALLACE (eds.), *To Augur Well: Early Warning Indicators in World Politics*, Beverly Hills, Sage, 1979.

2. Cf. à cet égard David GATES, *Non-Offensive Defence: A Strategic Contradiction?* London, 1987. Et aussi Marlies ter BORG et Wim A. SMIT (eds.), *Non-Provocative Defence as a Principle of Arms Reduction and its Implications for Assessing Defence Technologies*, Amsterdam, 1989.

«l'interdépendance complexe»³ qui présiderait aux relations internationales contemporaines, Tromp montre les limites de l'application du paradigme réaliste reposant sur la seule prise en compte du rapport des forces ou sur l'utilité du recours à la force. Le monde d'aujourd'hui est trop complexe, les questions d'intérêt commun sont trop liées, les flux de communication et de consultation entre États se sont densifiés de façon telle que les présupposés classiques de la théorie réaliste ne sont plus opératoires. Certes, ce point de vue a un intérêt certain qui privilégie les problèmes de la dette et du sous-développement, les liens inter-culturels, les questions d'écologie et de droits de l'homme sur les stratégies strictement militaires ou d'alliances internationales. En d'autres termes, il est patent aujourd'hui que des problèmes sans connotation militaire ou de stratégie politique pèsent d'un poids important sur la stabilité des États et sont en tout cas devenus matières à concertation et à réflexion collective, nécessitant par là même des solutions globales et coordonnées. De ce fait, la hiérarchie qu'établissait la théorie réaliste entre des enjeux stratégiques de première importance pour la sécurité nationale des États, enjeux catalogués «*high politics*», et d'autres de moindre intérêt dits «*low politics*», est battue en brèche par l'école de l'interdépendance complexe.

Reste, que tout en reconnaissant les transformations nouvelles dans les relations internationales, nul ne peut impunément écarter tout risque d'hégémonie de la part des États ni la possibilité d'intervention militaire visant à préserver, en dernier recours, des intérêts dits vitaux. La guerre du Golfe, quelle que soit l'invocation qu'elle ait pu faire du droit, demeure l'exemple même de la permanence du réalisme politique dans la conduite de l'action extérieure des États. Même couverte par le droit, la guerre peut rester un instrument de la politique des nations qu'elle favorise, pour certaines, dans leurs intérêts et qu'elle peut brider, pour d'autres, dans leurs ambitions. Cette remarque n'a bien évidemment de sens qu'à limiter dans son optimisme théorique un paradigme qui feindrait d'oublier un peu hâtivement les contraintes structurelles d'un système international régulé de manière dominante par des logiques de force, traversé par des clivages discriminatoires et des stratifications socio-économiques marquées. Quoi qu'il en soit, dans le débat ouvert sur les vertus heuristiques des différents paradigmes, c'est en réalité une évaluation des acquis en matière de recherches sur la paix et les conflits qui est tentée. Adam Roberts ne s'y trompe pas qui dresse le bilan de près de trente ans d'analyse et de progression dans l'affinement des concepts. Pour l'auteur un juste partage doit être établi. La science de la paix a permis, des années durant, de sérier les causes des conflits, de dresser des typologies et surtout d'imposer une approche globale des conflits. Roberts retient cependant que la science de la paix a quelque peu oublié le contexte historique des conflits, qu'elle s'est «a-historisée», se développant dans un vase clos abstrait

3. Cf. *Power and Interdependence*, Boston, 1977. Pour un renouvellement de l'analyse, cf. Jaap de WILDE, *Saved from Oblivion: Interdependence Theory in the First Half of the 20th Century*, Dartmouth, 1991.

aux concepts parfois mal précisés et qui ne cadrent pas toujours avec les réalités sur lesquelles on les applique.

II – Le retour au concret

C'est pour un retour au concret que plaide précisément Elise Boulding qui prévoit une ère nouvelle pour la théorie de la paix et des conflits et, comme l'indique le titre de l'ouvrage qu'elle a supervisé, un «agenda» renouvelé pour les priorités de la recherche.⁴

Ce qui a changé a trait à la fin de la guerre froide. Décidément en accord sur ce point, les spécialistes pensent que désormais des défis nouveaux se posent à l'humanité. «Ère de transition» pour Boulding, «vieux conflits à visages nouveaux» pour H. Tromp, le monde s'est regénéré donnant paradoxalement libre cours à de vieux démons. La véritable nouveauté c'est Tromp qui la relève: la guerre froide s'est terminée sans vainqueurs, avec rien que des vaincus. La compétition fut telle, en effet, d'après Tromp que son résultat le plus probant et le plus spectaculaire reste la dissémination à l'échelle planétaire de toutes sortes d'armes de destruction de masse. En somme le résultat le plus tangible du point de vue de la théorie des conflits et de la paix est que le monde s'est militarisé grandement. Quant aux vieux démons, ils sont ceux, connus, de l'omniprésente image de l'ennemi qui a resurgi dans la foulée des oppositions à caractère ethnique, religieux ou racial. Analyse désormais convenue à l'orée d'un monde d'où semble avoir disparu toute confrontation idéologique pour être remplacée par des identités et, n'hésitons pas à la dire, des légitimités *infra* politiques. On n'a sans doute pas assez réfléchi au fait que l'ébranlement d'États jadis confinés dans une logique d'intégration autoritaire, notamment en Europe de l'Est, a libéré un espace sociétal où sont venues s'engouffrer à présent des identités non moins autoritaires de substitution. Eva Senghaas-Knobloch le relève pour l'Europe où elle craint la constitution d'images agressives de l'autre. Mais l'étude de Birgit Brock-Utne montre que les images et les procédures d'exclusion touchent aussi la femme. Dressant un parallèle intéressant entre l'expérience féministe en Europe et en Afrique d'où il ressort que, chacune dans son contexte, la femme européenne et la femme africaine sont les laissées-pour-compte de la croissance dans un cas (les femmes sont plus touchées par le chômage que les hommes en Europe) et subissent plus que les hommes le poids de la misère et de l'exploitation économique dans l'autre cas (en Tanzanie par exemple, 80 % de la force de travail dans l'agriculture est féminine), l'auteur va même plus loin en laissant explicitement penser que les mesures demandées par le FMI comme conditions

4. On notera que tout comme l'ouvrage dirigé par Nobel celui de Boulding regroupe des études, pour nombre d'entre elles réactualisées, présentées au colloque de Groningen en décembre 1988. Bel hommage rendu à un centre qui fut l'un des pionniers en matière de recherches sur la paix.

de son aide touchent plus directement les femmes et les enfants dans la mesure où les secteurs qui subissent d'abord les effets de l'austérité sont ceux de la santé et de l'éducation. On aura reconnu là la critique redondante faite par nombre de spécialistes à la politique, pratiquée par le FMI, dite de l'ajustement structurel et ses conséquences sur les couches sociales les plus défavorisées.⁵ Pour Brock-Utne, cette politique de libéralisation économique résulte d'une imposition par le Premier monde de ses vues sur le Tiers monde. Programme de guerre s'il en est, qui contribue à maintenir intacts les mécanismes de la domination sur les pays pauvres selon le point de vue de l'auteur. Le combat pour la promotion des femmes rejoint ainsi celui pour un monde plus juste dans la mesure où les femmes cumulent à la fois une discrimination qui les fait traiter autrement du fait de leur sexe et une injustice puisqu'elles souffrent en premier, notamment dans les pays en voie de développement, des politiques de libéralisation triomphante.⁶ Le détour par le féminisme et la problématique spécifique qu'il permet de poser, loin d'être un détournement de la pensée, est un excellent indicateur du déplacement qui s'est opéré dans les études polémologiques et de paix.

Déplacement tout d'abord de la perspective : de l'étude des structures de conflits vers une meilleure compréhension de la culture de paix. À cet égard on ne peut qu'être frappé par le « recul » objectif du concept de « violence structurelle » mis en avant par Johan Galtung à la fin des années soixante et qui a depuis dominé la recherche en matière polémologique.⁷ Au contraire, une évaluation assez sévère de ce concept est aujourd'hui opérée. Sans doute à cause de son déterminisme latent à forte connotation marxiste et de l'autorisation implicite qu'il pouvait donner à toute violence réactive qui s'attacherait à combattre la violence du système.⁸ Critique injuste, due sans doute à l'esprit du temps mais qui permet, par ailleurs de manière tout à fait heureuse, d'insister à présent sur une approche plus positive de la paix. Plutôt que de régler les conflits, réfléchir aux procédures d'enracinement d'une culture de paix : telle serait la nouvelle approche. Du moins si l'on veut bien suivre Elise Boulding qui donne, ailleurs, une contribution intéressante à l'idée de culture de paix.⁹ Reste qu'à voir l'insistance des auteurs sur les dangers internes de l'ignorance ou de la

5. Sur l'ajustement structurel et ses retombées sociales cf. *Structural Adjustment and Poverty: A Conceptual, Empirical and Policy Framework*, Unité DSA, Banque mondiale, Washington, D.C., 1990.

6. Sur ce point voir Birgit BROCK-UTNE, *Educating for Peace : A Feminist Perspective*, New York, Pergamon Press, 2nd édition 1989.

7. On fait référence ici à « Violence, Peace and Peace Research », *Journal of Peace Research*, vol. 6, no. 3, 1969, pp. 167-191.

8. À ce sujet, on lira avec intérêt et non sans quelque amusement la critique adressée par Adam Roberts au concept de « violence structurelle » qu'il lave du soupçon d'avoir favorisé le terrorisme (*sic*) mais qui en définitive aurait produit des effets contraires à ceux escomptés par son auteur. In J. NOBEL, *op. cit.* pp. 15 et 16.

9. On lira avec intérêt « The Concept of Peace Culture » in *Peace and Conflict. Issues after the Cold War*, Publications de l'UNESCO, Paris, 1992.

remise en question des droits ou de l'extension *de facto* des discriminations en dépit d'assurances formelles du contraire – *denial of identity*, dans le langage des chercheurs – on serait bien tenté de revenir aux conditions sociales de reproduction des inégalités et de genèse des tensions.

Déplacement ensuite de l'intérêt dans la problématique d'articulation de l'externe et de l'interne dans les conflits. Ce déplacement, nous le notions plus haut, permet de prendre la mesure du changement de nature de la menace dans le nouvel environnement international mais surtout de s'interroger de manière méthodologique sur les véritables frontières de l'interne et de l'externe dans les conflits contemporains. Car comme le relève Kumar Rupesinghe, les frontières sont en passe de disparaître entre conflits internes et conflits internationaux. Les conflits d'identité qui traversent les sociétés du Tiers-monde montrent de plus en plus la fragilité et l'importance des structures internes dans la naissance des conflits. Alors que globalement le monde connaît depuis 1945 une diminution notable des conflits inter-étatiques, que les démocraties ne se font plus la guerre, ce sont les sociétés sous-développées qui sont exposées à des déchirements et des conflits violents.¹⁰ Le danger qui résulte d'une telle situation est le possible débordement des conflits internes vers l'extérieur, un *spill over* qui entraîne dans son sillage l'implication et l'intervention de forces étrangères dans le conflit.

Le brouillage des frontières résulte aussi bien du mouvement qui va de l'interne vers l'externe et rend impossible leur distinction à terme que, comme le relève Rupesinghe, de l'émergence de matières à conflit qui paraissent transnationales par essence telles que les conflits sur les ressources naturelles. De toutes les manières, la recrudescence des risques de violence dans les années à venir ira croissant pour Rupesinghe, la multipolarité étant le signal pour une intensification de la compétition et une lutte plus grande entre nations pour la conquête des marchés. Sur ce point, la «fin de l'histoire», loin d'être une évolution sans histoire vers le capitalisme et la démocratie promet de démultiplier les frustrations liées au consumérisme et au développement inégal. Les régimes politiques des pays du Tiers-monde se trouveront alors relancés dans leur politique de défense des intérêts dits nationaux. L'idéologie de la sécurité nationale s'en trouvera renforcée.

10. La thèse du «dépérissement» des guerres est développée dans John MUELLER, *Retreat from Doomsday: The Obsolescence of Major War*. New York, Basic Books, 1989. Pour Mueller, il s'agit bien entendu des guerres menées par et entre les États développés. L'auteur constate que les guerres ont disparu entre les quarante-quatre États les plus riches du monde. Ce dépérissement est dû pour l'auteur à un développement sans précédent de la culture politique occidentale et au sentiment de «futilité» qui prévaut aujourd'hui quant au recours à la force. Quant aux guerres des démocraties contre des non-démocraties ou aux conflits ayant cours dans des pays occidentaux (Irlande, par exemple) ou en Europe de l'Est ils semblent appartenir aux incongruités de l'histoire.

III – La sécurité nationale: un concept revisité

Un tel développement de situations potentiellement belligères conduit inéluctablement à la révision des théories qui ont prévalu jusque-là en matière de sécurité nationale des États du Tiers-monde. La thèse était simple: elle partait d'un État à défendre et de menaces extérieures qui le déstabilisaient. En optant pour l'expression «insécurité nationale» plutôt que celle, plus classique, de sécurité nationale l'ouvrage dirigé par Brian L. Job contribue à retourner salutairement la problématique en vigueur. Car, l'insécurité est ici un point de départ présupposé. Elle est une donnée structurelle des États et des systèmes politiquement «faibles». En effet, quelle sécurité, sous-entendue externe, peut être envisagée pour des États dont la sécurité interne est mal assurée? La théorie de l'insécurité nationale dans les États du Tiers-monde tend donc à dénoncer le non-dit de la problématique dominante qui semble, elle, aller de soi. Or, comme le montre dans son étude K. Holsti, c'est le système international qui a le plus joué en faveur du maintien des États du Tiers-monde et qui a assuré leur stabilité. La règle de l'intangibilité des frontières issues de la décolonisation, la naissance d'États nouveaux sous l'ombre des Nations Unies a donné aux pays du Tiers-monde les meilleures garanties de perdurance. Conditions uniques dans l'histoire, surtout si on les compare à celles qui ont présidé à la naissance des États européens à la suite de guerres sanglantes et incessantes. À cet égard, Holsti se livre à une esquisse intéressante de comparaison. Il montre combien le comparatisme peut être utile dans le rapprochement des trajectoires de constitution des entités politiques en Europe et dans le Tiers-monde, bien que la comparaison terme à terme ne puisse jamais tout à fait jouer. Quoi qu'il en soit, il ressort pour Holsti, que les notions d'État, de système politique, de *decision making process* ne peuvent être transposées directement de leur contexte occidental aux réalités du sous-développement. On s'en doutait. Mais précisément note Holsti, la théorie des relations internationales utilisait les concepts de manière monosémique sans se douter des réalités diverses qu'ils recouvraient.

C'est pour cette raison sans doute que la critique paraît forte qui met en question le concept même de sécurité nationale comme un *contested concept* dans le Tiers-monde, selon la formule de Barry Buzan.¹¹ De fait, de quelle sécurité s'agit-il s'interroge Brian Job: de la sécurité de l'État, du régime, de la nation ou encore de celle des citoyens? Comment dans des sociétés plurielles poser la question de la sécurité sans qu'elle soit immédiatement perçue par les groupes ethniques ou religieux qui les composent selon des critères, des perspectives et des priorités différentes? Le vrai dilemme de «l'insécurité nationale» selon Job est que les États du Tiers-monde sont des États «faibles». Certes. Mais la «faiblesse étatique» est un concept flou, difficile à saisir. La

11. Cf. *People, States and Fear: The National Security Problem in International Relations*, Chapel Hill, N.C., University of North Carolina Press, 1983.

recherche politologique est, ici, constatons-le, non pas en panne mais en pléthore de définitions. Définira-t-on l'État faible par le «pouvoir faible», c'est-à-dire par les faibles capacités économiques et militaires comme pour Buzan?¹² Ou comme le veut Joel Migdal par l'aptitude de l'État à mobiliser les capacités de la société et à induire le changement?¹³ Or, dans le Tiers-monde, l'État est en compétition avec des groupes, tribus, familles, qui empêchent son émergence. De ce fait, pour Migdal, c'est la relation État/société qui apparaît déterminante dans l'émergence de «l'État fort», ce dernier s'astreignant à s'imposer aux groupes, en fait à imposer sa bureaucratie et l'identité nationale à ses concurrents parmi les groupes de la société. Par ailleurs, «l'État fort» n'est pas lui-même à l'abri des effets de dialectiques perverses qui peuvent amener les détenteurs du pouvoir à jouer les appareils de l'État les uns contre les autres entraînant la constitution d'un corporatisme autoritaire, mortel pour l'État. C'est que l'État du Tiers-monde manque de légitimité comme le rappelle Mohammad Ayoub, alors que cette légitimité est le résultat d'une construction longue en Occident qui a fait passer l'autorité du patrimonialisme à l'État-institution... La militarisation du pouvoir apparaît dès lors comme l'une des conséquences probables de cet ordre politique mal assuré.

Dans ce contexte, les lignes d'une véritable sécurité ne peuvent se définir à l'avenir que dans deux directions possibles. La première s'indique dans le renforcement souhaité des alliances régionales et dans la coopération des États comme le veut B. Buzan dans une contribution portant sur «les perspectives structurelles et historiques de la sécurité nationale du Tiers-monde». L'autre voie se dessine, comme le pense S. Neil Mac Farlane dans un condominium des puissances sur le Tiers-monde, comme l'a montré la guerre du Golfe. Condominium évolutif, ajoute l'auteur, car il mène à terme à l'hégémonie exclusive des États-Unis en l'absence de contrepoids réel d'autres puissances.

C'est précisément au rôle des grandes puissances dans les conflits du Tiers-monde qu'est consacré l'ouvrage dirigé par Thomas G. Weiss et James G. Blight. Sont comparées des situations aussi différentes que celles prévalant dans les Caraïbes et dans certains États du Sud africain. L'implication des grandes puissances comme le montre Lloyd Searwar est venue compliquer une situation interne déjà instable. C'est pourquoi, ce ne sont pas les grandes puissances qui ont été à l'origine des conflits dans les Caraïbes, en Angola ou en Namibie, mais elles ont très certainement pour l'auteur exacerbé leur développement et retardé leur règlement. Car pour les grandes puissances, la déstabilisation des États du Tiers-monde a été perçue comme une opportunité offerte à l'accroissement de leurs zones d'influence. Searwar voit ainsi dans la

12. Cf. *People, States and Fear: An Agenda for International Security. Studies in the Post-Cold War Era*, 2nd ed. Boulder, co, Lynne Rienner, 1992.

13. Cf. *Strong Societies and Weak States: State-Society Relations and State Capabilities in the Third World*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1988.

crise des missiles de Cuba (1962) le «marquage» par les deux Grands de leur zone d'ingérence: aux États-Unis, les Caraïbes; à l'URSS, l'Europe de l'Est. Cette logique fut mise en oeuvre en Angola comme le montre Gillian Gunn où, ironie du sort, les parties internes au conflit furent capables d'amener des parties tierces sur leur terrain de dispute. En revanche, la baisse de tension idéologique internationale peut être le signe d'un apaisement des conflits. C'est ainsi qu'en Afrique du Sud, selon l'analyse de Newell Stultz, le gouvernement de Prétoria a commencé à jeter du lest au moment où l'idée que l'Afrique du Sud était le poste avancé de la défense contre le communisme en Afrique s'était largement démonétisée suite à l'effondrement progressif de l'URSS. C'est pourquoi dans un élan d'optimisme tempéré Blight et Weiss voient poindre la possibilité d'un monde régulé par le droit ou tout au moins d'un monde où la solution pacifique des conflits serait plus à portée de mains. Point de vue qui reflète les positions du Tiers-monde qui eut à souffrir de la compétition des grandes puissances et qui se demande si sa sécurité sera plus assurée demain dans le cadre de la «concurrence pacifique» des puissances, grandes ou moyennes... C'est sans doute la raison pour laquelle les auteurs ont inscrit en exergue à leur ouvrage ce proverbe swahili: «Que les éléphants fassent la guerre ou fassent l'amour, c'est toujours l'herbe qui en souffre».